

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU VAR

\*\*\*  
COMMUNE  
DE  
LA ROQUEBRUSSANNE  
83136



# ARRETE MUNICIPAL PM-274-2024

## Portant travaux de voirie et circulation

Le Maire de la Roquebrussanne,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2213.1 à 2213.6, L.2214-3 et L.2122-18,  
**Vu** le Code de la route, et notamment, ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1, R.411-26, R.411-5, R.411-8, et R.417-10,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),  
**Vu** l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>eme</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOJJON,  
**VU** l'arrêté municipale n°153/2024 en date du 30 mai 2024 relatif aux règles de circulation et de stationnement

**CONSIDERANT** la demande formulée le 02 octobre 2024, par monsieur CIAVARELLI Marc de la société « TERRAPAVA RESEAUX » concernant des travaux de création BRT neuf d'eaux usées et d'acheminement d'eau potable pour le compte de SUEZ EAU FRANCE à La Roquebrussanne,  
**CONSIDERANT** que ces travaux ne sont pas de nature à occasionner une gêne aux usagés,  
**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages,  
**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

L'entreprise « TERRAPAVA RESEAUX » est autorisée à déroger à la limitation de tonnage et à occuper le domaine public dans le cadre d'une création BRT neuf d'eaux usées et d'acheminement d'eau potable sis chemin de l'Ubac à La Roquebrussanne du lundi 28 octobre 2024 au mercredi 06 novembre 2024 de 08h00 à 18h00, les jours ouvrables. La société est autorisée à circuler avec des véhicules de type poids-lourd d'un **PTAC n'excédant pas 19 tonnes**.

### ARTICLE 2 :

Afin de préserver la sécurité des conducteurs et des piétons, le pétitionnaire devra mettre en place :

- Un alternat ou une déviation de circulation,
- Les panneaux AK5 et cônes de signalisation autour des chantiers,

- Une déviation piétonne permettant de traverser en toute sécurité si elle s'avère nécessaire,
- Une information à l'attention des riverains au moins sept jours précédents l'intervention

**L'accès devra être libéré rapidement à la vue du passage des véhicules d'urgence**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par l'entreprises intervenante.

La signalisation sera maintenue en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux. L'entreprise sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Les panneaux de signalisation temporaire seront impérativement lestés par des sacs de sable. Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier à l'occasion d'un chantier ou d'un danger temporaire doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3.

**ARTICLE 3 :**

**Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 et L.417-10 du code de la route**

**ARTICLE 4 :**

La société « TERRAPAVA RESEAUX » veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsables de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Elle veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large, sont remis à l'état d'origine avant la fin des travaux (état d'origine tant d'un point de vue technique que qualitatif, matériaux, revêtement). En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du pétitionnaire.

**ARTICLE 5 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le pétitionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 7 :**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication ; ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse de la commune si un recours administratif gracieux a été déposé. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

**ARTICLE 8 :**

Monsieur le maire de La Roquebrussanne, monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 dudit code.

Fait à la Roquebrussanne, le mardi 08 octobre 2024

Le Maire  
Michel GROS  
Et par délégation du Maire  
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

